Services des loisirs St-Justin États financiers 31 décembre 2024

Services des loisirs St-Justin États financiers 31 décembre 2024

Table des matières

| | Page |
|-----------------------------------|--------|
| Rapport de l'auditeur indépendant | 1 - 4 |
| Résultats | 5 |
| Bilan | 6 |
| Évolution de l'actif net | 7 |
| Flux de trésorerie | 8 |
| Notes complémentaires | 9 - 13 |

Page 1

Kosseim Labrie

10000 Lajeunesse · Bureau 110 Montréal · (Québec) H3L 2E1

Téléphone 514·316·3200 Télécopieur 514·316·3202

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de Services des loisirs St-Justin

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers de l'organisme Services des loisirs St-Justin (l'« organisme »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2024, et les états des résultats, de l'évolution de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion avec réserve

Comme c'est le cas dans de nombreux organismes sans but lucratif, l'organisme tire des produits de contributions d'usagers et de dons en argent dont il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, notre vérification de ces produits s'est limitée aux montants comptabilisés dans les livres de l'organisme et nous n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux montants des produits des activités de collecte de fonds, de l'excédent des produits sur les charges et des flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour les exercices clos le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, de l'actif à court terme au 31 décembre 2024 et au 31 décembre 2023 et des actifs nets au 31 décembre 2024 et 31 décembre 2023. Nous avons exprimé par conséquent une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2024 et le 31 décembre 2023, en raison de l'incidence possible de cette limitation de l'étendue des travaux.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'organisme ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'organisme.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'organisme;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'organisme à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'organisme à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Page 4

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Kosseim Labrie Inc.

Par Diane Labrie, CPA auditrice

Montréal, le 18 septembre 2025

Résultats

Exercice terminé le 31 décembre 2024

| | | | | 8 |
|----------------------------------|--------------------|-----------------|----------------|---------------|
| | Immobilisa tion | Fond général | 2024 Total | 2023 Total |
| Produits | | | | |
| Activités générales | - \$ | 259 326 \$ | 259 326 \$ | 227 216 \$ |
| Subventions Service Canada - | Ψ | 255 526 φ | 233 323 φ | 22, 2.0 φ |
| Emplois d'été Canada | _ | 129 112 | 129 112 | 173 740 |
| Subventions Ville de Montréal | _ | 95 <i>7</i> 49 | 95 <i>7</i> 49 | 135 937 |
| Autres subventions | _ | 14 236 | 14 236 | 15 688 |
| Autres revenus | _ | 5 306 | 5 306 | 3 268 |
| Revenu d'intérêts | - | 4 127 | 4 127 | 3 627 |
| | _ | 507 856 | 507 856 | 559 476 |
| Frais d'administration | | | | |
| Salaires et avantages sociaux | _ | 366 806 | 366 806 | 394 335 |
| Frais d'activités | _ | 92 371 | 92 371 | 91 760 |
| Honoraires professionnels | _ | 19 746 | 19 <i>7</i> 46 | 24 000 |
| Entretien et réparations | _ | 15 519 | 15 519 | 930 |
| Matériel de loisirs | _ | 15 428 | 15 428 | 11 066 |
| Frais de bureau | _ | 14 <i>7</i> 93 | 14 <i>7</i> 93 | 10 234 |
| Frais informatiques et logiciels | _ | 6 398 | 6 398 | 8 452 |
| Intérêts et frais bancaires | - | 5 429 | 5 429 | 6 519 |
| Amortissement des | | | | |
| immobilisations corporelles | 4 <i>7</i> 85 | - | 4 <i>7</i> 85 | 2 923 |
| Télécommunications | _ | 3 <i>7</i> 66 | 3 <i>7</i> 66 | 3 109 |
| Frais de service de paie | - | 2 <i>77</i> 5 | 2 <i>77</i> 5 | 2 860 |
| Formation RCR | - | 1 600 | 1 600 | 968 |
| Assurances | - | 1 151 | 1 151 | 1 086 |
| Publicité | - | 477 | 477 | 1 136 |
| Taxes et permis | - | 19 | 19 | 1 615 |
| | 4 <i>7</i> 85 | 546 278 | 551 063 | 560 993 |
| Insuffisance des produits sur | | | | |
| les charges | (4 785) \$ | (38 422) \$ | (43 207) \$ | (1 517) \$ |

Page 5

Bilan

| Αu | 31 | décembre 2024 | |
|------|----------|-----------------|--|
| / \u | <i>_</i> | uccellible 2027 | |

| Au 31 décembre 2024 | | Page 6 |
|---|--------------------------------|---|
| Actif | 2024 | 2023 |
| Actif à court terme Encaisse Débiteurs (note 3) Subventions à recevoir Frais payés d'avance | 190 388 \$ 11 259 28 282 1 178 | 289 742 \$ 2 587 22 610 3 266 |
| Actif à long terme | 231 107 | 310 203 |
| Placements, au coût (note 4) | 38 102 | 37 632 |
| Immobilisations corporelles (note 5) | 26 108 | 16 962 |
| | 64 210 | 54 594 |
| Total de l'actif | 295 317 \$ | 372 799 \$ |
| Passif | | |
| Passif à court terme Créditeurs (note 6) Revenus perçus d'avance Apports reportés (note 7) | 49 180 \$ 4 618 5 978 | 78 836 \$ 7 743 7 472 94 051 |
| Actif net | | |
| Immobilisation | 1 632 | 6 417 |
| Non affecté | 233 909 | 272 331 |
| | 235 541 | 278 748 |
| Total du passif et de l'actif net | 295 317 \$ | 372 799 \$ |

| Pour | le | COI | nseil | d | 'adm | in | istr | atio | on, |
|------|----|-----|-------|---|------|----|------|------|-----|
| | | | | | | | | | |

_____, administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Services des loisirs St-Justin Évolution de l'actif net

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Page 7

| | Immobilisation | Général | 2024 Total | 2023 Total |
|---|----------------|------------|---------------|------------------|
| Solde au début | 6 417 \$ | 272 331 \$ | 278 748 \$ | 280 265 \$ |
| Insuffisance des produits sur les charges | (4 785) | (38 422) | (43 207) | (1 51 <i>7</i>) |
| Solde à la fin | 1 632 \$ | 233 909 \$ | 235 541 \$ | 278 748 \$ |

Flux de trésorerie

Exercice terminé le 31 décembre 2024

| Exercice terminé le 31 décembre 2024 | | Page 8 |
|--|---------------|------------|
| | 2024 | 2023 |
| Fonctionnement | | |
| Insuffisance des produits sur les charges | (43 207) \$ | (1 517) \$ |
| Élément n'affectant pas la trésorerie : Amortissement des immobilisations corporelles | 4 <i>7</i> 85 | 2 923 |
| | (38 422) | 1 406 |
| Variation nette d'éléments hors trésorerie liés au fonctionnement : | | |
| Débiteurs | (8 672) | 2 434 |
| Subventions à recevoir | (5 672) | (14 303) |
| Frais payés d'avance | 2 088 | (165) |
| Créditeurs | (29 656) | 19 647 |
| Revenus perçus d'avance | (3 125) | 5 215 |
| Apports reportés | (1 494) | (1 868) |
| Rentrées (sorties) de fonds nettes liées au fonctionnement | (84 953) | 12 366 |
| Investissement | | |
| Augmentation de placements | (470) | (465) |
| Acquisition d'immobilisations corporelles | (13 931) | (10 545) |
| Sorties de fonds nettes liées à l'investissement | (14 401) | (11 010) |
| Augmentation (diminution) de la trécororie et des | | |
| Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | (99 354) | 1 356 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début | 289 742 | 288 386 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin | 190 388 \$ | 289 742 \$ |

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués de l'encaisse.

Notes complémentaires

Au 31 décembre 2024

Page 9

Statut constitutif et nature des activités

Le Service des loisirs St-Justin Inc. est un organisme sans but lucratif constitué selon la Partie III de la Loi sur les compagnies du Québec. Il est un organisme sans but lucratif au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu et est exempté de l'impôt sur le revenu. L'organisme propose des activités culturelles, communautaires et sportives aux personnes du quartier.

2. Principales méthodes comptables

L'organisme applique les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Instruments financiers

Évaluation initiale

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers créés ou échangés dans des opérations conclues dans des conditions de pleine concurrence à la juste valeur. Les actifs financiers et passifs financiers qui ont été créés ou échangés dans des opérations entre apparentés, sauf pour les parties qui n'ont pas d'autre relation avec l'organisme qu'en leur qualité de membres de la direction, sont initialement évalués au coût.

Évaluation ultérieure

L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs financiers et ses passifs financiers au coût ou au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués au coût après amortissement selon la méthode linéaire se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des comptes clients et autres créances.

Dépréciation

En ce qui a trait aux actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement, l'organisme détermine s'il existe des indications d'une possible dépréciation. Dans l'affirmative, et si l'organisme détermine qu'il y a eu au cours de l'exercice un changement défavorable important dans le calendrier ou le montant prévu des flux de trésorerie futurs, une réduction de valeur est comptabilisée aux résultats. Si les indications de perte de valeur s'atténuent ou disparaissent, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise de valeur dans la mesure de l'amélioration. La valeur comptable de l'actif financier ne peut être supérieure à ce qu'elle aurait été à la date de reprise de valeur si la moins-value n'avait jamais été comptabilisée. La reprise de valeur est comptabilisée aux résultats.

Notes complémentaires

Au 31 décembre 2024

Page 10

2. Principales méthodes comptables (suite)

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers exige que la direction procède à des estimations et pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des actifs et des passifs et sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. Les principales estimations portent sur la provision pour créances douteuses et la durée de vie utile des immobilisations corporelles.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, y compris les découverts bancaires lorsque les soldes bancaires fluctuent souvent entre le positif et le négatif, et les dépôts à terme dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition. De plus, les dépôts à terme que l'organisme ne peut utiliser pour les opérations courantes parce qu'ils sont affectés à des garanties ne sont pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Comptabilisation des produits

Comptabilisation des apports

Les apports sont comptabilisés selon la méthode du report. Les apports affectés sont comptabilisés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont comptabilisés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée. Les apports reçus à titre de dotation ou relatifs à l'acquisition d'actifs à long terme non amortissables sont comptabilisés directement à l'actif net.

Les apports relatifs à l'acquisition d'actifs à long terme amortissables sont comptabilisés à titre d'apports reportés puis amortis de la même façon que les actifs auxquels ils se rapportent.

Activités générales

Les revenus d'inscriptions sont comptabilisés sur la période couverte par le service.

Notes complémentaires

Au 31 décembre 2024

Page 11

2. Principales méthodes comptables (suite)

Comptabilisation des produits (suite)

Apports reçus sous forme de service

Les bénévoles consacrent plusieurs heures par années à aider l'organsime à assurer la prestation de ses services. En raison de la difficulté de déterminer la juste valeur des rapports reçus sous forme de service, ceux-ci ne sont pas constatés dans les états financiers.

De plus, la ville de Montréal permet à l'organsime d'utiliser à titre gratuit plusieurs locaux. Aucun loyer n'est comptabilsé dans les états financiers à l'organisme.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement dégressif, les taux et les périodes indiqués ci-dessous :

| | | Méthodes | Taux |
|----|--|-------------------------|-----------|
| | Mobilier et équipement | Amortissement dégressif | 20 % |
| 3. | Débiteurs | | |
| | | 2024 | 2023 |
| | Contributions à recevoir | 11 259 \$ | 2 587 \$ |
| 4. | Placements, au coût | | |
| | | 2024 | 2023 |
| | Dépôts à terme, 4.250 %, échéant en mars 20. | 26 38 102 \$ | 37 632 \$ |

5. Immobilisations corporelles

| | 2024 | | | 2023 |
|------------------------|----------------------|-----------|-----------|-----------|
| | Amortissement Valeur | | Valeur | Valeur |
| | Coût | cumulé | nette | nette |
| Mobilier et équipement | 40 691 \$ | 14 583 \$ | 26 108 \$ | 16 962 \$ |

Notes complémentaires

Au 31 décembre 2024

Page 12

6. Créditeurs

| | 2024 | 2023 |
|--|-----------|----------------|
| Comptes fournisseurs | 12 328 \$ | 4 282 \$ |
| Frais courus | 34 000 | <i>7</i> 0 188 |
| Salaires à payer | 2 449 | 3 812 |
| Charges sociales à payer | 269 | 420 |
| Dû à des administrateurs, sans intérêt | 134 | 134 |
| | 49 180 \$ | 78 836 \$ |

7. Apports reportés

Les apports reportés représentent une subvention reçue au cours de l'exercice, destinée à couvrir les charges de fonctionnement de l'exercice courant et d'une partie du prochain exercice. Les variations survenues dans le solde des apports reportés sont les suivantes :

| | 2024 | 2023 |
|---|-------------------|-----------|
| Solde au début | 7 472 \$ | 11 675 \$ |
| Subventions reçues durant l'exercice en cours | 237 603 | 323 497 |
| Subventions constatées à titre de produits de <u>l'exercice</u> | (239 097) | (325 365) |
| Solde à la fin | 5 9 7 8 \$ | 7 472 \$ |

8. Instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'organisme à subir une perte financière. Le risque de crédit pour l'organisme est principalement lié aux comptes clients et aux effets à recevoir.

L'organisme consent du crédit à ses clients dans le cours normal de ses activités. Il effectue, de façon continue, des évaluations de crédit à l'égard de ses clients et maintient des provisions pour pertes potentielles sur créances, lesquelles, une fois matérialisées, respectent les prévisions de la direction. L'organisme n'exige généralement pas de caution.

Notes complémentaires

Au 31 décembre 2024

Page 13

8. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit (suite)

Pour les subventions à recevoir, l'organisme évalue, de façon continue, les montants à recevoir sur la base des montants dont il a la quasi-certitude de recevoir en s'appuyant sur leur valeur de réalisation estimative.

Pour les promesses de dons, l'organisme ne comptabilise à la fin de l'exercice que les montants qui sont reçus à la date d'achèvement des états financiers.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers. L'organisme est exposé à ce risque principalement à l'égard de sa dette à long terme et de ses comptes fournisseurs.

9. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2023 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2024.